

CES AVENIRS QUI N'ONT PAS EU LIEU

Jacques Lesourne ¹

Dans ce livre, Jacques Lesourne réfléchit à ce qu'aurait pu être le cours du XX^e siècle en Europe si certains événements majeurs ne s'étaient pas produits. Contrairement à d'autres travaux du même genre, simplement rétrospectifs, il nous propose un vrai exercice de « rétroprospective » : il ne s'agit pas de restituer, de façon téléologique, la diversité des trajectoires historiques mais, en adoptant la posture et les méthodes de la prospective, de s'immerger dans une époque pour en imaginer les futurs possibles. Tout le siècle est balayé, en vingt-six courts chapitres allant de juillet 1914 à la réunification allemande. De l'ouvrage, les pages ci-dessous reprennent l'essentiel de l'introduction et de la conclusion, ainsi que des passages consacrés à cinq épisodes majeurs : le déclenchement de la première guerre mondiale, la crise économique de 1929, les « événements » de mai 68, les chocs pétroliers de 1973 et 1979, l'avènement de la perestroïka. Pour chacun de ces moments clés, les enseignements de l'exercice sont évidents : le passé, fait de tendances et de ruptures, aurait pu être différent de ce qu'il a été. Sa linéarité, supposée après coup, n'est que le fruit – rarement innocent – de la mémoire et de l'oubli.

Il faut garder ces idées à l'esprit quand on cherche, aujourd'hui, à formuler des scénarios pour demain. Tous « ces avenir qui n'ont pas eu lieu » doivent nous pousser à assouplir et à diversifier nos conceptions du futur. Si, hier, tant de bifurcations étaient possibles, alors qu'en sera-t-il dans les prochaines décennies ? Est-on sûr d'avoir pensé à tous les acteurs et à toutes les variables ? A-t-on librement imaginé toutes les hypothèses et toutes les tendances ? Des configurations très banales ou au contraire très troublantes ont-elles été anticipées ? Comme le passé, l'avenir est ouvert, et si l'Histoire était susceptible d'emprunter d'autres voies, le temps qui vient ne sera pas seulement celui que l'on croit.

ALEPH

À la recherche d'une rétroprospective

Ce livre traite d'Histoire, mais il n'est pas écrit par un historien. Il est l'œuvre d'un prospectiviste. Un nom barbare comme notre siècle les aime et qui désigne ceux qui, professionnellement, s'interrogent sur les futurs possibles en vue d'aider entreprises, régions ou États à se doter de stratégies.

L'objectif de l'auteur se définit en peu de mots : se placer à différentes dates cruciales du XX^e siècle européen, supposer que l'on ignore l'avenir et rechercher les trajectoires historiques concevables à partir de ces dates.

(1) Jacques Lesourne a notamment été directeur du journal *Le Monde* et professeur d'économie et de statistique industrielle au Conservatoire national des arts et métiers. Ce livre est paru en février 2001 aux éditions Odile Jacob.

Pour le prospectiviste, l'avenir en effet n'est pas déterminé. Il est le produit complexe de la nécessité, du hasard et de la volonté. Nécessité des tendances lourdes que seul le long terme permet d'infléchir. Hasard d'événements aléatoires (comme une découverte scientifique, la conjonction de deux enchaînements distincts, l'apparition de personnalités exceptionnelles), volonté des groupes humains de réaliser des projets dont ils anticipent les effets. Aux deux piliers de la biologie chers à Jacques Monod, le hasard et la nécessité, la prise en compte des humains capables de concevoir, de modéliser, de prévoir, en ajoute un troisième que, par convention, et faute de trouver mieux dans le dictionnaire, on peut désigner par volonté. (...)

Quelles sont (...) les étapes d'une réflexion prospective, cette réflexion à laquelle nous convions nos lecteurs, en l'appliquant à l'Histoire ? Le prologue consiste souvent en une rétrospective qui permet de comprendre comment ont interagi les divers éléments dans le passé, avant la date de départ choisie. À qui s'interroge sur l'énergie, il est utile de connaître les sources d'énergie qui ont successivement dominé et les durées de leurs phases d'émergence, et de déclin. La première partie du travail s'efforce ensuite de construire le système simplifié sur lequel on raisonne. Ce système s'élabore – plus ou moins bien – à partir de l'énumération des acteurs (les porteurs de projets) et de la mise en évidence des liaisons directes et indirectes entre les éléments qu'il paraît nécessaire d'introduire. Cette procédure met souvent au jour l'importance de variables cachées dont la pratique sous-estime l'importance et de convergences ou de divergences d'intérêts entre acteurs qui n'avaient pas été perçues. Commence alors la deuxième partie, celle de la construction de scénarios qui décrivent, sous des hypothèses diverses, l'évolution du système. Un travail d'imagination et de rigueur qui doit éviter deux écueils, le conformisme et l'utopie, le premier s'appuyant sur l'extrapolation et la seconde proposant des aventures invraisemblables. Ces scénarios peuvent privilégier la continuité avec ses changements (ou même ses retournements) progressifs ou la rupture avec des événements déclencheurs donnant naissance à des bifurcations. Enfin, une dernière partie qui nous concernera moins dans ce livre : la recherche de stratégies possibles permettant au décideur au nom duquel est menée la réflexion de maîtriser le vraisemblable et de se préparer à gérer l'imprévisible. (...)

Que les historiens se rassurent. Je ne cherche nullement à envahir leur territoire, mais à tirer parti de l'énorme réserve de connaissances qu'ils ont accumulée pour que nos contemporains se persuadent que l'avenir est pluriel et qu'ils peuvent dans une certaine mesure maîtriser leur futur.

Quelques mots encore... Je me suis limité à l'Europe du XX^e siècle qui offre à elle seule de riches possibilités d'analyse. L'extension au monde, à la partition de l'Inde, à la révolution chinoise, à la guerre de Corée, ou aux siècles passés, à la France napoléonienne, à l'Autriche de Metternich, à la Russie de Nicolas I^{er} aurait permis de multiplier les exemples, mais cette dilution aurait affaibli le propos.

Les points de départ que j'ai choisis dans le XX^e siècle sont ceux qui m'ont paru les plus significatifs, mais d'autres eussent pu être sélectionnés, car c'est très fréquemment que d'autres trajectoires sont susceptibles de s'amorcer. Libre à chacun d'explorer à partir d'autres germes d'autres histoires virtuelles.

Juillet 1914

1914. Un attentat terroriste le 28 juin. Le début d'une guerre mondiale le 6 août. L'Histoire offre rarement l'exemple, à travers des épisodes connus, d'un enchaînement conduisant de la mort d'un homme à celle de millions d'individus.

Rien de plus fascinant que de démêler l'interférence, au cours de ce mois tragique, du hasard, de la nécessité et de la volonté. (...)

Supposons maintenant que la voiture de l'archiduc ne se soit pas arrêtée et que François-Ferdinand soit revenu indemne à Vienne, et imaginons qu'au cours de l'été 1914 un groupe de prospective soit chargé d'étudier l'avenir de l'Europe... Qu'aurait-il pu écrire ? (...)

Quatre pistes méritent réflexion : la continuation du proche passé, l'alliance des trois puissances du Centre et de l'Est, l'explosion de l'Autriche-Hongrie, une révolution russe.

1. *La continuation du proche passé* ne doit pas s'interpréter comme un *statu quo*. Chaque année qui passe voit l'affirmation de la puissance allemande et l'augmentation de la part de ce pays dans le commerce international. Logiquement, Londres multiplie les initiatives pour contenir l'expansion germanique : resserrement des liens avec la France et avec la Russie, développement de la flotte de guerre, manœuvres pour arracher l'Italie à la Triplice, efforts pour installer à Istanbul une faction hostile à l'Allemagne. (...) La France, n'en déplaît à notre amour-propre, reste un joueur dominé. Incapable de faire seule face à l'Allemagne, elle ne peut que coller à ses alliés sans être un élément moteur. (...) À Saint-Pétersbourg, le pouvoir est trop fort pour tolérer des atteintes aux prétendus intérêts russes, et trop faible pour pratiquer une politique de réformes maîtrisées. (...) Les tensions s'exacerbent, les stocks de poudre s'accumulent, les anticipations continuent à sous-estimer les destructions probables engendrées par une guerre. (...) Attentats, coups d'État, incidents de frontière, conflits locaux, peuvent suffire pour conduire à une guerre européenne sans qu'on puisse en affirmer la certitude ou en fixer la date.

2. *Partons maintenant sur la deuxième trajectoire*. François-Joseph meurt en 1916, et François-Ferdinand lui succède sur le trône. On connaît aujourd'hui suffisamment les opinions du nouvel empereur pour esquisser un jeu d'hypothèses plausibles. François-Ferdinand a trois convictions : donner la priorité aux problèmes internes et pratiquer à l'extérieur une politique prudente (...) ; modifier profondément le compromis avec les Magyars (...) ; renouer avec la Russie (...). Une triple stratégie plus facile à esquisser qu'à mettre en œuvre, mais une stratégie qui n'est pas absurde.

3. *Troisième scénario : l'éclatement de l'Autriche-Hongrie*. François-Ferdinand, lorsqu'il succède à son oncle, entreprend la réforme de l'Autriche-Hongrie, cet ensemble comprenant en Autriche des Allemands, des Tchèques, des Polonais, des Ukrainiens, des Slovènes, des Italiens, en Hongrie des Magyars, des Slovaques, des Ruthènes, des Roumains, des Croates, en Bosnie-Herzégovine, terre d'Empire, des Croates et des Serbes ! (...) La réforme de l'Autriche-Hongrie suppose un accord entre communautés, un accord qui repose sur trois compromis complémentaires, deux que connaît la Belgique actuelle, un troisième qu'à expérimenté le Liban d'après-guerre : des régions (ou des États) dont l'ensemble constitue la Fédération danubienne, des communautés culturelles disposant de pouvoirs en matière d'éducation notamment, des accords répartissant au sein des régions les sièges entre nationalités avec garantie pour les minorités. (...)

4. *Un dernier chemin à explorer* : (...) Une révolution éclate à Saint-Pétersbourg. À l'origine, l'assassinat de Nicolas II par un terroriste. Alexandra, constatant que le tsarévitch est incapable de monter sur le trône, préfère s'expatrier avec son fils. La *douma* prend le pouvoir et proclame une république russe. Voici venu le temps des troubles, avec, en politique étrangère, deux attitudes possibles du nouveau régime : le repli sur soi ou le panslavisme exacerbé. Une Russie qui se détache des affaires du monde laisse le champ libre aux puissances centrales. (...) *A contrario*, une Russie nationaliste et nerveuse est prête à partir en guerre pour le moindre incident balkanique. (...)

Ainsi, le 27 juin 1914, la veille de l'assassinat de l'archiduc, rien n'est encore écrit. Le déclenchement de la grande guerre européenne résultera d'un accident. À cette date, tout un éventail d'avenirs reste possible. Beaucoup conduisent tôt ou tard à une guerre, mais dans des conditions différentes. Des scénarios pacifiques sont aussi concevables. Un nouveau Bismarck à Berlin, un nouveau Stolypine à Moscou, peuvent faire comprendre à leurs pays respectifs qu'ils n'ont rien à gagner dans un conflit.

La crise économique de 1929

Première constatation : partie des USA, la crise est devenue une crise mondiale, mais les gouvernements ne l'ont jamais gérée comme telle. Ils ont réagi indépendamment les uns des autres, sans partager une interprétation commune des enchaînements constatés. (...)

Quelles mesures auraient pu conjurer la catastrophe ? Imaginons qu'au début de 1929 une haute personnalité du monde bancaire américain ait pris la parole pour dénoncer le risque de surévaluation des cours des actions à Wall Street. Aurait-il été entendu comme le fut Paul Volker en 1982 lorsque le dollar s'approchait d'un taux de change de 12 francs et que sa mise en garde amorça une baisse de la monnaie américaine ? Le scénario semble improbable. Il eût pourtant diminué le risque d'une Seconde Guerre mondiale.

Plaçons-nous maintenant à l'automne de 1929. Le krach a eu lieu, la bombe a explosé. Deux familles de scénarios sont alors concevables.

– *Première famille* : les gouvernements des principales puissances (États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Japon, Italie) réunissent une grande conférence internationale pour arrêter une politique commune. En utilisant des mots et des concepts d'aujourd'hui, deux voies sont offertes :

1. Décrocher les monnaies de l'étalon-or, adopter des changes flottants et laisser faire. Il est vraisemblable que, dans ce cas, la reprise s'amorce – comme dans la réalité au début de 1932, mais sans les risques de rechute de la livre ou du dollar.
2. Pratiquer avant l'heure un keynésianisme international en soutenant la demande globale et en luttant contre toutes les restrictions aux échanges. En d'autres termes, appliquer à l'échelle mondiale ce que von Papen fera en Allemagne et ce que Hoover (en fin de mandat) et Roosevelt mettront en place aux États-Unis. Le scénario est improbable, mais il a l'avantage de mettre l'accent sur un retard et une insuffisance : le retard des structures politiques sur les structures économiques, une faiblesse que l'humanité traînera encore pendant des décennies ; l'insuffisance d'une science économique qui comprend mal les phénomènes macroéconomiques conjoncturels.

Il n'empêche. Même si les gouvernements n'étaient pas prêts à la réunion d'une conférence formelle, la création d'une équipe de réflexion internationale les eût aidé à prendre une vue systémique et globale des problèmes auxquels ils devaient faire face. La preuve ? Ils ont reconnu, après la Seconde Guerre, la nécessité du FMI, le Fonds monétaire international.

– *La seconde famille* regroupe les scénarios où les gouvernements agissent isolément. Trois politiques étaient concevables :

1. La politique allemande de contrôle des changes et de keynésianisme à l'échelle nationale ; rien n'obligeait à choisir, comme le fit Hitler, les dépenses d'armement comme stimulant ; du point de vue macroéconomique, les dépenses civiles eussent fait tout aussi bien. L'inconvénient de cette politique est clair : elle renforçait l'isolement nationaliste et la xénophobie, et ne pouvait être à terme que dangereuse. Mais, dans l'immédiat, son caractère socialiste et national (c'est volontairement que j'inverse les deux adjectifs qualifiant le parti nazi) était de nature à susciter un large soutien de l'opinion et de l'électorat.
2. La flexibilité du taux de change accompagnée ou non de mesures de relance ; quelles qu'en eussent été les modalités, cette politique eût permis à la France de gagner des années dans son redressement économique et de se rétablir en 1932 au lieu de 1938 ; c'est dans de tout autres conditions qu'elle aurait abordé la Seconde Guerre.

3. Le maintien des taux de change et la diminution des prix intérieurs, c'est-à-dire une politique de déflation accompagnée de mesures malthusiennes freinant les importations et protégeant les structures productives existantes. C'est la voie choisie par les gouvernements français successifs. En dépit de ce choix, la reprise s'amorcera néanmoins en 1935, jusqu'au moment où Léon Blum renversera le cours des choses en adoptant des mesures de hausse des coûts du travail et la semaine de quarante heures qui casseront l'expansion de la production. Triste période où la France a eu tout faux. À droite comme à gauche. (...)

Ainsi, la rétrospective dévoile ce qu'auraient pu être d'autres chemins que celui emprunté par l'Histoire si les élites, politiques et économiques, avaient été capables de comprendre le fonctionnement de la macroéconomie à l'échelle des pays et du monde. De ce point de vue, la France, avec sa culture humaniste, paysanne, étatiste, peu pragmatique, fermée aux réalités internationales, était l'une des nations les moins bien dotées.

Mai 1968 : une révolution manquée ?

En ce célèbre mois de mai, les Parisiens ont cru pendant quelques semaines vivre dans un autre monde. Était-ce un rêve (ou un cauchemar) dont ils allaient se réveiller ou la genèse d'une révolution ? En juillet, la France avait retrouvé son calme et, à des détails près, les événements n'avaient, en surface du moins, laissé aucune trace. Qu'aurait pu écrire un prospectiviste au plus fort de la crise ? L'histoire a-t-elle hésité pendant quelques semaines ou la secousse n'avait-elle aucune chance d'ébranler sérieusement un pays prospère ? (...)

Le 22 mars au soir, personne n'entend le signal faible venu de Nanterre. Comme Louis XVI le 14 juillet 1789, aucun prospectiviste ne remarque l'événement. Tout au plus, un homme prudent ferait remarquer qu'il n'y a pas matière plus inflammable qu'une masse de jeunes. Une leçon que les hommes politiques vont apprendre et qu'ils n'oublieront pas.

En fermant l'université, le président de Nanterre n'a-t-il pas contribué à déplacer géographiquement le mouvement vers la Sorbonne et donc à accroître sa visibilité symbolique ? N'eût-il pas mieux valu négocier avec les étudiants, leur donner quelques consolations et tenir les promesses faites ?

Deuxième erreur, indiscutable celle-là : l'arrestation d'étudiants à l'intérieur de la Sorbonne. La masse étudiante est soudée. La révolte conquiert un territoire en plein centre de Paris. L'événement est suffisamment spectaculaire pour que les médias s'en emparent et popularisent les thèses des meneurs. Les élites sont troublées. La gauche non gaulliste alertée.

Le pouvoir a le choix entre trois options : la force, la stratégie mixte ou le laisser-faire. La première solution consiste à conjuguer la réoccupation du 5^e arrondissement par la police et un discours dur du Général, la troisième à demander au ministre de l'Éducation nationale de négocier avec les étudiants. Le pouvoir se range à la deuxième : une opération de police et un discours du Général sur le thème « Je vous ai compris ». Echec complet : l'allocution tombe à plat, et la nuit d'émeute chauffe encore plus les esprits. Les grèves s'étendent, et la machine économique s'arrête.

Pour le gouvernement, la situation devient grave et cela d'autant plus qu'il ne peut être sûr d'un Parlement où il ne dispose que d'une voix de majorité. La manœuvre habile de Grenelle échoue car les accords sont rejetés par la base.

Quels sont alors les scénarios ? Quatre peuvent être esquissés, de probabilités très différentes.

1. *Le scénario révolutionnaire* : étudiants et grévistes s'emparent de l'Élysée et du Palais-Bourbon, chassent le Président et dispersent les députés. Qui peut y croire ? Parti communiste et syndicats ne sont pas montés au créneau. Les seconds ont signé Grenelle. Ce sont plutôt des freins. Les classes

moyennes parisiennes ont apprécié le spectacle comme celui d'une pièce de théâtre qui fait réfléchir. Elles ne sont pas prêtes à un changement de régime. La province encore moins. La « révolution introuvable » a écrit Raymond Aron.

2. *Le scénario de la démission du pouvoir* : se considérant comme désavoué par les Français, lâché à l'Assemblée nationale par une partie de la majorité qui adopte une motion défavorable au gouvernement, de Gaulle démissionne. Le président de la République par intérim nomme un gouvernement dit « d'union nationale » avec à sa tête Pierre Mendès-France. La campagne pour l'élection d'un nouveau président oppose François Mitterrand et Georges Pompidou. Si le second est élu, l'histoire reprend à peu près son cours avec un an de retard. Si c'est le premier, l'alternance a une décennie d'avance. Mais pour qu'il en soit ainsi, il faut que le centre ait voté « non » pour la révolution, et « oui » pour Mitterrand sous condition que l'ordre revienne !

3. *Le scénario d'une reprise en main à moitié réussie* : de Gaulle décide de se battre et parle, mais il ne propose qu'un référendum et n'obtient qu'un ralliement partiel. Dans la pire des hypothèses, le deuxième scénario redevient probable. Dans la meilleure, le mouvement met du temps à s'effiloche, le référendum est certes gagné, mais le prestige du président de la République est lourdement atteint. Les thèmes des événements de mai influencent désormais profondément la politique française.

4. *Le scénario de l'électrochoc* : l'annonce de nouvelles élections législatives donne au pouvoir un tel avantage moral que le mouvement disparaît comme un ballon qui explose. La continuité est rétablie, les équilibres économiques restaurés en deux ans. Aucune rupture. Ni politique, ni économique, ni sociale. Une inflexion culturelle toutefois qui imprégnera le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, donnera son caractère composite au parti socialiste mitterrandien et s'épanouira dans les thèmes politiquement corrects de la fin du siècle.

Ce scénario était le plus probable. Les événements de mai n'ont sans doute fait qu'accélérer la prise de conscience d'éléments idéologiques capables de fleurir sur le terreau de sociétés moyennement inégalitaires, à niveau d'éducation élevé, à hauts revenus et peu menacées de l'extérieur. (...)

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979

Le 6 octobre 1973, l'Égypte et la Syrie déclenchent les hostilités contre Israël. Onze jours plus tard, à Koweït City, l'Organisation arabe des pays exportateurs de pétrole adopte un programme de rétention pétrolière jusqu'au retrait des Israéliens des territoires occupés. L'embargo est mis sur les exportations à destination des États-Unis et des Pays-Bas. À la mi-décembre, l'OPEP annonce le doublement du prix du pétrole brut vendu par six États du Golfe. (...)

Ce choc pose à l'évidence deux questions au rétroprospectiviste :

- peut-il imaginer un scénario sans choc pétrolier ?
- une fois enregistré le premier choc, quels scénarios étaient envisageables ? (...)

Deux dimensions permettent de structurer des scénarios plausibles, celle des relations politiques entre pays producteurs et consommateurs (a), celle de l'évolution de la consommation (b).

a) Une crise politique avec restriction brutale des livraisons a été déclenchée par la guerre du Kippour. Des événements de ce genre peuvent se reproduire à l'issue de nouveaux conflits ou de révolutions dans les pays producteurs. Les révolutions ? Aucun des pays en développement grands producteurs de pétrole n'en est à l'abri car, en facilitant gaspillage et corruption, en accroissant l'inégalité des revenus, en accélérant la libéralisation des mœurs, le flot des richesses pétrolières dissout le ciment social. Au Proche-Orient arabe, aucun gouvernement n'est sûr de son avenir,

menacé qu'il est par la plèbe urbaine, les intégristes musulmans, la diaspora palestinienne. Après 1973, la stabilité du monde repose sur la sagesse de quelques familles saoudiennes !

b) Quant à l'avenir de la consommation de pétrole, il repose sur un petit nombre de facteurs : la croissance économique des pays consommateurs, le changement de la structure productive de ces pays sous l'influence des technologies de l'information, la substitution d'autres sources d'énergie primaire au pétrole, l'intensité des économies d'énergie.

En retenant deux hypothèses sur chaque dimension, quatre scénarios apparaissent :

1. *La répétition des conflits politiques et le maintien d'une forte consommation de pétrole.* Dans ce scénario, les prix du brut augmentent, et les consommations de pétrole se maintiennent car l'adaptation des économies développées est insuffisante.

2. *L'absence de conflits politiques et le maintien d'une forte consommation de pétrole.* Le prix du pétrole augmente régulièrement à partir de son niveau de 1974. La structure des flux financiers mondiaux change profondément au bénéfice des producteurs.

3. *La répétition des conflits politiques et le fort ralentissement de la consommation de pétrole.* L'évolution du prix du baril est chaotique : elle connaît de brusques poussées de fièvre suivies de déclin profonds.

4. *L'absence de conflits politiques et un fort ralentissement de la consommation de pétrole.* Le prix du brut baisse et retrouve un cours peu différent de celui observé avant le choc pétrolier. Mais on n'observe pas de crise majeure. Et l'invasion du Koweït se produit à un moment où la maîtrise de la consommation est déjà une réalité.

Que donne la comparaison de ces scénarios et de l'évolution observée ? Politiquement, plusieurs conflits ont émaillé la période : la révolution iranienne qui a provoqué le second choc pétrolier de 1979, la guerre Iran-Irak aux conséquences peu sensibles, l'invasion du Koweït par l'Irak suivie de l'intervention américaine qui en annule les effets. Quant à l'inflexion de la consommation de pétrole, elle mettra une douzaine d'années à avoir des effets sensibles.

Dans ces conditions, le scénario 1 est le plus près de la réalité dans les années 1970 ; les années 1980 et le début des années 1990 évoquent le scénario 3 tandis que la décennie 1990 voit se réaliser un scénario très proche du scénario 4.

Au moment de la guerre du Kippour, la France va, au sein de l'Occident, faire cavalier seul au nom d'une politique arabe. Elle ne sera pas soumise à l'embargo pétrolier contrairement aux Pays-Bas. Elle refusera de participer à l'Agence internationale pour l'énergie créée au sein de l'OCDE. Elle fournira des Mirages à la Lybie. Force est de reconnaître que ces gesticulations ont été un non-événement sans le moindre effet sur la suite de l'Histoire. La seule contribution pérenne de la France dans ce domaine a été la réalisation de son programme d'électricité nucléaire qui lui a permis de réduire sensiblement la dépendance extérieure en termes d'énergie. (...)

Le choix de Gorbatchev

Il n'y a guère d'incertitudes sur les intentions de Gorbatchev. Communiste, il entend le rester, mais en explorant une voie moyenne qui contrôle simultanément une politique étrangère aux objectifs inchangés mais moins coûteuse et une politique visant à accroître rapidement l'efficacité de l'appareil de production. Mais du point de vue de l'analyse prospective, les choix auxquels il est confronté se situent dans un espace à quatre dimensions :

- une dimension économique : se borner à décentraliser l'économie planifiée ou instaurer progressivement une économie de marché ;
- une dimension de politique intérieure : maintenir la ligne Brejnev ou faciliter l'éclosion d'une expression publique démocratique ;
- une dimension ethnique : interdire à l'intérieur de l'URSS tout séparatisme des républiques ou envisager une fédération d'États ayant une existence véritable ;
- une dimension de politique étrangère : négocier une diminution des dépenses militaires tout en maintenant le bloc soviétique ou pratiquer une détente faisant progressivement disparaître le Rideau de fer.

Sur les seize combinaisons possibles, plusieurs étaient envisageables.

1. *La voie « khrouchtchéviennne »* : décentralisation de l'économie planifiée, *statu quo* sur les autres dimensions sauf en matière de dépenses militaires. Si Gorbatchev ne choisit pas ce scénario, c'est qu'il craint sans doute la réaction de la nomenklatura et de connaître le sort de son prédécesseur.

2. *La voie « chinoise »* : entrée dans une économie de marché, maintien d'une ligne ferme sur le plan intérieur, ethnique et satellitaire, réduction négociée des dépenses d'armement. Gorbatchev pourrait ainsi suivre la voie ouverte par Deng Xiaoping, mais il ne comprend pas les causes profondes qui rendent efficace une économie de marché et pense que la libéralisation des prix peut être l'étape ultime de remise en ordre d'une économie décentralisée.

3. *La voie chinoise restreinte à l'URSS* (avec abandon du bloc soviétique en Europe centrale, mais ferme maintien de l'URSS).

4. *La voie de l'ouverture limitée* : décentralisation de l'économie planifiée, transparence de l'opinion mais refus de toute libéralisation ethnique et de toute dissolution du bloc soviétique. Cette voie, difficile à tenir, se serait sans doute traduite par des répressions sanglantes en Arménie, dans les États baltes, en RDA... Gorbatchev s'est éloigné de ce scénario en ne tranchant pas brutalement les premiers problèmes ethniques auxquels il a été confronté au sein de l'URSS.

5. *La voie de repli sur l'URSS* : décentralisation de l'économie planifiée, transparence de l'opinion, acceptation de la dissolution du bloc soviétique, mais refus de tout séparatisme au sein de l'Union.

6. *La voie « occidentale »* : entrée dans une économie de marché ; acceptation de la démocratie avec dissolution de l'URSS et du bloc soviétique. Il est difficile de croire qu'un dirigeant soviétique pouvait d'emblée choisir ce scénario.

7. *La voie « gorbatchévienne »* : décentralisation de l'économie, transparence de l'opinion publique, acceptation de liens distendus entre nationalités au sein de l'URSS et de l'affaiblissement des relations au sein du bloc de l'Est.

Ces scénarios, nombreux, et qui pourtant n'épuisent pas les possibles, n'avaient ni la même cohérence ni les mêmes chances de stabilité. Le premier était concevable, à condition d'éviter les maladroites qui avaient perdu Khrouchtchev, mais les fruits à en espérer pouvaient sembler limités. La voie « chinoise » était plus difficile à suivre à Moscou qu'à Pékin à cause de la difficulté dans ce scénario de maîtriser politiquement une Europe de l'Est à économie de marché. Aussi pouvait avoir un sens une « voie chinoise » réduite à la seule URSS. Le scénario de « l'ouverture limitée » contenait une contradiction : la liberté d'expression n'allait guère de pair avec le refus de toute tendance séparatiste à l'intérieur du bloc ou de l'URSS elle-même. Limité à l'URSS, le scénario était moins invraisemblable, mais il supposait au Kremlin une poigne de fer. Puisque la voie occidentale restait exclue, Mikhaïl Gorbatchev s'est trouvé engagé progressivement et sans doute sans l'avoir voulu dans

le dernier scénario : une réforme économique insuffisante et incohérente, une démocratisation corrodant tous les rouages du régime, des nationalismes ne craignant plus la répression, des démocraties populaires n'ayant plus peur de l'armée rouge. Mais cet enchaînement n'était pas écrit d'avance. Il s'est construit à partir des décisions prises à chaque bifurcation. (...)

Épilogue : Portée et limites de la rétrospective

(...) Nous, les vivants, connaissons pour toute date choisie dans le passé l'essentiel des événements qui se sont ensuite produits. Lorsque la Pythie dit à Crésus : « S'il y a la guerre, un grand empire périra », nous n'avons pas d'hésitation sur le nom de l'Empire dont il s'agit. Lorsque François-Ferdinand est assassiné à Sarajevo, nous savons que va éclater la guerre de 1914. Dès lors, nous nous habituons à considérer l'enchaînement des faits historiques comme déterminé *a priori* et nous cherchons à rendre compte de sa nécessité comme si nous étions en présence d'une évolution déterministe.

Par rapport à ce conditionnement bien naturel, la rétrospective joue un rôle d'antidote. Elle contraint à une cure de désintoxication, oblige à se demander si l'histoire n'aurait pu être différente. Elle redonne de la fraîcheur à une pensée toujours en danger d'être asservie par la prégnance de la chronologie constatée. Au regard *ex post* est substituée à partir de dates d'arrêt sur image une vision *ex ante*, par essence multiple, considérant le futur dont on sait qu'il s'est produit comme l'un des avènements possibles.

Dès lors, curieux, en alerte, ne rejetant pas les fantasmes contrôlés de son imagination, le rétrospectiviste jette sur le monde un regard très différent de celui de l'historien, tout en respectant les faits établis par ce dernier. Mais la liberté qu'il s'autorise vis-à-vis de l'avenir ne signifie pas qu'il s'affranchisse de toutes les contraintes. Il se demande ce qu'aurait pu devenir le système réel si un événement ne s'était pas produit ou si certaines liaisons n'avaient pas existé. Une attitude qui ne ressemble en rien à celle du devin ou de la diseuse de bonne aventure. Le rétrospectiviste n'a pas la révélation de l'éventail des avènements. Il les construit en combinant raisonnement et imagination dans un cadre méthodologique défini. (...)

À ce stade, le rétrospectiviste n'échappe pas à l'élaboration du système, au moins sommaire, à partir duquel il bâtira ses conjectures. Le livre a, parfois, peu développé cette analyse pourtant essentielle pour ne pas revêtir l'aspect d'un rapport technique rébarbatif, mais l'ossature a toujours existé sous la surface. Un tel système repose généralement sur deux composantes :

- La première concerne l'identification des acteurs, de leurs intentions, de leurs contraintes, des stratégies à leur disposition. (...)
- La seconde composante consiste à choisir les dimensions sur lesquelles les jeux des acteurs (identifiés ou non) peuvent conduire à des positions structurantes différentes. (...)

Une fois définis, les scénarios peuvent être plus ou moins développés. Le livre s'est le plus souvent limité à des esquisses puisque notre but n'était pas d'évaluer – même en ordre de grandeur – les conséquences quantitatives d'histoires virtuelles, mais d'illustrer une approche. Rien n'aurait pourtant empêché de le faire si le système de description du réel défini au départ avait été traduit en un jeu de modèles (au sens scientifique de ce terme). On aurait pu ainsi chercher à évaluer le PIB de la Russie tsariste en 1930 en l'absence de la guerre de 1914 et des révolutions de 1917.

L'élaboration de scénarios rétrospectifs fait apparaître une notion souvent occultée en prospective et que, faute de mieux, nous appellerons *profondeur de champ*. C'est la durée qui sépare la bifurcation donnant naissance à un scénario de la bifurcation suivante dans le déroulement du scénario. (...) Parfois, nous en avons vu quelques exemples, l'histoire réelle ne figure pas parmi les scénarios

plausibles. Un prospectiviste de 1900 aurait pu faire figurer dans ses scénarios pour l'an 2000 une image peu éloignée de la réalité. Il n'avait guère de chances d'imaginer un scénario pour 1935 proche de la réalité de cette année-là. (...)

La rétroprospective n'est pas seulement œuvre d'imagination ; elle doit avoir recours à une méthodologie d'organisation de la réflexion qui rend celle-ci plus cohérente et par conséquent transparente et transmissible. L'arbitraire n'est pas éliminé. En fonction de sa vision du monde, chaque prospectiviste ne retiendra pas le même modèle simplifié du réel. N'affublons pas du mot de discipline, encore moins de science, une simple démarche intellectuelle. La rétroprospective néanmoins apporte de la connaissance : elle libère de l'emprise d'un destin conditionnant depuis l'origine l'histoire de l'humanité ; elle relativise le rôle des tendances lourdes au sens de Hegel ou de Marx, elle réhabilite l'influence des découvertes et des personnalités d'exception sans en faire des *deus ex machina*, elle ne néglige pas les projets dont les humains sont porteurs et qui conditionnent leur comportement. Elle illustre la conviction que, si l'avenir n'est pas écrit, il n'est pas néanmoins quelconque.

Pour contacter ALEPH :

Bruno Hérault (chef de projet) : bherault@plan.gouv.fr – aleph@plan.gouv.fr
Conception et diffusion : Sylvie Chasseloup – schasseloup@plan.gouv.fr

Commissariat général du Plan

18, rue de Martignac – 75700 Paris 07 SP
+33 (0)1 45 56 51 00
<http://www.plan.gouv.fr>